

« SOUS NOS YEUX »

Les élections états-uniennes et la Syrie

par Thierry Meyssan

Les États-Unis prétendent être un modèle pour le reste du monde et veulent exporter par la force leur conception de la démocratie. Cependant, comme tous les empires, ils ne sont pas eux-mêmes une démocratie. Au risque de l'insolence, Thierry Meyssan compare leur système politique avec celui de la Syrie qu'ils stigmatisent et entendent renverser.

RÉSEAU VOLTAIRE | DAMAS (SYRIE) | 12 NOVEMBRE 2012

ESPAÑOL DEUTSCH ITALIANO PORTUGUÉS



Le soir de sa réélection, Barack Obama applaudit. Le spectacle électoral était magnifique, mais ce n'était qu'un spectacle.

La presse occidentale et du Golfe a rendu compte des élections aux États-Unis comme d'une preuve de vitalité de « *la plus puissante démocratie du monde* ». Au contraire, elle décrivait en début d'année le référendum et les élections législatives en Syrie comme des « *farces* » et appelait au renversement de la « *dictature* ». Qu'en est-il exactement ? Comparons les deux régimes en leur appliquant les mêmes critères

bien que l'un soit tellement plus puissant que l'autre que l'on s'interdit d'habitude de le critiquer.

La Constitution des États-Unis est proclamée au nom du Peuple, pourtant elle attribue la souveraineté aux États fédérés et non aux citoyens. Par conséquent, les États-Unis ne sont pas une démocratie au sens où l'entendait Lincoln (« *Le gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple* »), mais un pacte entre le Peuple et une oligarchie. Récemment, *Occupy* et son slogan « *Nous sommes les 99 %* » ont rappelé qu'aux USA, les richesses et le pouvoir sont monopolisés par moins d'1 % de la population. Comparativement, la nouvelle Constitution de la Syrie reconnaît la souveraineté du Peuple qui choisit ses dirigeants, mais —pour faire face à une situation de guerre régionale permanente— elle instaure une gouvernance opaque qui prive le Peuple des moyens de contrôle nécessaires à un fonctionnement démocratique quotidien.

Selon la Constitution des États-Unis, le président n'est pas élu par le Peuple, mais par un collège de 538 électeurs représentant les États fédérés. Cependant, au fil du temps, l'idée s'est imposée que les gouverneurs devaient consulter leurs habitants avant de nommer les représentants de leur État au sein du collège électoral. Dans certains États, cette consultation est impérative, dans d'autres elle n'est que consultative, le gouverneur pouvant n'en faire qu'à sa tête. Quoi qu'il en soit, le scrutin du 6 novembre n'avait pas de valeur constitutionnelle. Et l'on se souvient qu'en 2000, la Cour suprême avait ignoré le vote des habitants de Floride pour proclamer l'élection de Bush Jr contre Gore.

La fonction principale du scrutin auquel nous venons d'assister n'est pas de d'élire le président, mais de renouveler le pacte national. En participant, les citoyens US expriment leur adhésion aux institutions. Or celle-ci ne cesse de baisser (hormis lors du scrutin de 2008). Ainsi environ 120 millions d'adultes seulement sur 230 se sont déplacés aux urnes. Cela représente un taux de participation nettement inférieur à celui que l'on a pu constater en Syrie lors du référendum et des élections législatives, alors même que le scrutin n'a pu se tenir dans quatre districts en guerre.

Obama a recueillis 50,38 % des suffrages exprimés, tandis que

Romney en a eu 48,05 %. Les 1,67 % restants sont allés à 18 autres candidats dont vous n'avez jamais entendu parler et qui n'ont pas eu accès aux médias pour se présenter à leurs concitoyens. Contrairement à une idée répandue, le Parti démocrate et le Parti républicains sont des organes étatiques. Ainsi les primaires au sein des partis n'ont pas été organisées par les partis, mais par les États fédérés et à leurs frais. En outre, quel que soit le vote des citoyens, les deux grands partis gèrent ensemble diverses administrations, par exemple la NED (vitrine politique à l'étranger de la CIA). En définitive, le système bipartisan US est l'équivalent du l'ancien système syrien du parti unique. *A contrario*, la Syrie d'aujourd'hui admet une kyrielle de partis politiques qui commencent à avoir un accès dans les médias.

Par définition, le « *rêve américain* » n'est qu'un « *rêve* », une illusion. Ceux qui le prennent comme modèle devraient se réveiller.

Cette brève comparaison ne doit pas désespérer le lecteur syrien insatisfait des précédentes réformes. Elle doit à contraire l'encourager en lui montrant que les institutions du pays évoluent dans la bonne direction, même s'il reste énormément de chemin à parcourir.

Revenons un instant au scrutin US et aux enseignements que l'on peut en tirer. « *Démocrate* » ou « *Républicain* » sont deux marques différentes du même produit. Vous pouvez choisir *Pepsi* ou *Coca*, chaque marque étant associée dans votre imaginaire à des mythologies distinctes. Vous pouvez éprouver une nette préférence pour l'une ou l'autre. Mais si vous faites une dégustation à l'aveugle, vous serez incapable de distinguer l'une de l'autre, car c'est le même produit. Dans cette perspective, des ambassades des États-Unis ont agi comme des instituts de sondage réalisant des enquêtes marketing. Elles ont organisé des scrutins fictifs dans divers pays. Cela permet de mieux comprendre les goûts des consommateurs étrangers. Vous aussi votez. Choisissez entre Obama et Romney (inutile de mentionner les 18 autres candidats). Votre vote ne sert à rien car vous n'êtes pas citoyen US ? Mais celui des citoyens US ne sert pas non plus ! On vous demande juste de jouer.

Ce pseudo pluralisme est illustré par le **discours de victoire de Barack Obama**. Il aurait pu identiquement être lu par Mitt Romney. Il célèbre le pacte entre le Peuple et l'oligarchie : chacun doit pouvoir réussir dans la vie ; notre armée est la plus puissante de l'Histoire ; nos communautés ethniques forment un seul Peuple. Le contenu politique s'est limité à une phrase, elle même consensuelle : « *Je vais travailler avec les leaders des deux partis pour relever les défis dont nous ne pourrons triompher qu'ensemble. Réduire notre déficit. Réformer notre code fiscal. Réparer notre système d'immigration. Nous libérer du pétrole étranger* ». Notons au passage que deux des objectifs du second mandat Obama auront un impact au Proche-Orient. La réduction du déficit implique la continuation des coupes dans le budget du Pentagone, donc la poursuite du retrait des GI de la région. La fin de la dépendance au pétrole étranger implique qu'il ne sera plus nécessaire pour Washington de protéger le royaume d'Arabie saoudite et le système jihadiste qu'elle a conçu.

Thierry Meyssan

Source : « Les élections états-uniennes et la Syrie », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 12 novembre 2012, www.voltairenet.org/article176507.html